



UNIVERSITÉ
LAVAL

Institut québécois
des hautes études internationales

Le conflit Russie-Géorgie : relents de guerre froide ou nouvel ordre mondial ?



Aurélie Campana
Professeure adjointe au
Département de science
politique et titulaire de
la Chaire de recherche
du Canada sur les conflits
identitaires et le terrorisme
aux HEI, Université Laval,
Québec

L'intervention géorgienne en Ossétie du Sud a été le détonateur d'un conflit de cinq jours entre cette petite république sud caucasienne et son voisin russe. Certains parlent d'une invasion russe planifiée, d'autres d'un début de « guerre froide » pouvant avoir des conséquences durables sur les relations Est-Ouest. Entre renouveau de la politique impérialiste russe dans sa périphérie et test des velléités stratégiques des grandes puissances mondiales, la Géorgie joue la carte de sa stabilité et de sa viabilité en tant qu'État européen en quête de reconnaissance.



Sophie Tournon
Observatoire des États
postsoviétiques, Institut
National des Langues et
Civilitations Orientales
(INALCO), Paris

Les faits sont connus, bien que sujets à controverses : dans la nuit du 7 août, en pleine « trêve olympique », le président géorgien Mikheil Saakachvili ordonne le bombardement de sites civils et militaires en Ossétie du Sud, entité séparatiste, siège d'un conflit gelé depuis 1992. Il s'agit officiellement de répondre aux provocations militaires des milices ossètes. L'autre raison avancée *a posteriori* est d'anticiper une attaque russe toute hypothétique. Le 8 août, la petite armée géorgienne, entraînée par des gradés américains et conseillée par une société militaire privée israélienne, prend la capitale sud ossète Tskhinvali. La victoire est de courte durée et bien illusoire : l'armée russe réagit et, dès le 9 août, Tskhinvali est reprise, les bataillons géorgiens en déroute se retirent jusqu'à Gori, première grande ville géorgienne située sur la route de la capitale Tbilissi. Bien que techniquement dépassée, la force de frappe russe ne laisse aucun doute sur l'issue du conflit. L'armée russe lance une opération massive, rentrant

en Géorgie par les voies aérienne, terrestre et maritime. Elle bombarde les points militaires et stratégiques (ponts, ports et aéroports) et occupe villes et villages dans une zone tampon élargie. Des *check points* sont établis à l'entrée de Gori, Zugdidi, Poti et autres villages placés sur les quelques routes menant à l'Ossétie et à Tbilissi, où l'armée géorgienne défaite s'est repliée. Alors que les opérations militaires continuent, les discours officiels prennent le relais d'une action militaire sans précédent dans la région : « conflit », « bras de fer », « embrasement », « invasion », voire même « renouveau de la guerre froide »... Les machines de propagande géorgienne et russe entrent en scène. La guerre sur le terrain se double d'une guerre des mots et des interprétations. À la surenchère verbale, s'ajoute une stratégie de victimisation et de légitimation des deux côtés. La version géorgienne est d'ailleurs très largement reprise par les médias nord-américains et européens.

Il convient avant tout de regarder au-delà du déroulement des hostilités pour mieux comprendre les enjeux d'un conflit pas tout à fait imprévisible. L'Ossétie du Sud est une région géorgienne peuplée d'une minorité d'Ossètes. À l'instar de nombreuses autres minorités qui ont bénéficié de la politique de « discrimination positive » (dite d'indigénisation) des années 1920, les Ossètes ont reçu un statut d'autonomie en 1922 au sein de la République soviétique géorgienne. La question de l'autochtonéité des Ossètes et des Géorgiens dans cette nouvelle région administrative est depuis cette époque une pomme de discorde. Les nationalismes géorgien et ossète qui se sont développés pendant la *perestroïka* n'ont fait qu'exacerber des antagonismes anciens. Dès l'indépendance de la Géorgie en 1991, les régions autonomes abkhazes et ossètes réclament leur rattachement à la Russie, craignant l'autoritarisme du président géorgien Zviad →

Gamsakhourdia, pour qui l'intégrité nationale géorgienne et les autonomies régionales sont incompatibles. Un premier conflit s'engage entre le pouvoir géorgien et les séparatistes ossètes, soutenus par Moscou. Il ne prend officiellement fin qu'en 1992. L'armée géorgienne est alors défaite et les Ossètes, qui font *de facto* sécession, se proclament indépendants et élisent un président. Des forces mixtes (géorgiennes et russes) de maintien de la paix sont postées en Ossétie du Sud, région et dénomination que Tbilissi ne reconnaît pas. Une Commission mixte de Contrôle, réunissant Géorgiens, Russes, Ossètes du Sud et Ossètes du Nord, est chargée de veiller au cessez-le-feu. Placée sous les auspices de l'OSCE, elle sert également de canal de dialogue, hélas fréquemment enrayé. L'Ossétie du Sud devient ainsi une zone franche russe en territoire géorgien, et la plaque tournante de nombreux trafics. Quant au soutien politique et économique de la Russie aux séparatistes ossètes, il n'a jamais failli depuis 1992. Ainsi, les Ossètes reçoivent un passeport russe et échangent leurs laris géorgiens pour des roubles russes. En 2006, les dirigeants de la République autoproclamée d'Ossétie du Sud organisent un référendum à l'issue duquel près de 99 % des votants se déclarent pour l'indépendance, selon des sources russes¹. Ces résultats confortent, selon ces derniers, ceux d'un premier référendum tenu en janvier 1992 et qui avait vu le « oui » l'emporter à plus de 90 %.



Source : <http://www.tfq.ulaval.ca/axl/Asie/georgie.htm>

Malgré ces antécédents, les causes du conflit restent troubles. Deux heures avant le début des bombardements, le président Saakachvili réitère en vain une proposition de cessez-le-feu. Il apprend la mort de deux membres géorgiens des forces de la paix et le pilonnage de villages géorgiens en Ossétie du Sud. Ces événements font suite

à de nombreuses escarmouches qui ont opposé des milices ossètes aux Géorgiens tout le long de l'été. Quelques jours plus tard, Mikhéil Saakachvili déclarera que des satellites américains avaient repéré une colonne de blindés russes dans le tunnel de Roki, seule voie d'accès vers l'Ossétie du Sud. Il aurait alors décidé d'anticiper militairement l'offensive d'une armée russe supérieure en nombre et en matériel à l'armée géorgienne. Mais cette version des faits reste d'autant plus mal étayée, que les Américains ne la confirment pas. Au contraire, l'état-major américain affirme avoir été pris au dépourvu par l'action géorgienne. Les États-Unis, fervents soutiens du président Saakachvili, n'ont eu de cesse de lui conseiller de ne pas réagir face aux provocations russes².

Ce conflit a révélé bien des aspects de la politique géorgienne.

La décision de bombarder Tskhinvali revient ainsi au seul président géorgien, qui avait fait la promesse, depuis son arrivée au pouvoir en janvier 2004 après la Révolution des Roses, de rétablir l'intégrité territoriale de la Géorgie. Toutefois, il semble que M. Saakachvili ait été berné par les Russes. Trois épisodes étayent cette hypothèse : l'intensité et la fréquence des échauffourées ossètes contre les Géorgiens sous le regard passif des Russes depuis 2006 ; le fait que le commandement russe de la force de paix mixte ait fait croire que la Russie retirait son soutien aux Ossètes, trop impulsifs et incontrôlables, pour se concentrer sur l'Abkhazie, autre région sécessionniste autrement plus stratégique pour la Russie (accès à la mer Noire, région touristique et proche de Sochi où auront lieu les Jeux Olympiques d'hiver en 2014) ; les pressions exercées par les Russes pour ramener les Géorgiens à réintégrer la Commission mixte de contrôle et à adopter leur agenda de négociations. Une version quelque peu différente met en avant le rôle des Ossètes,

qui auraient cherché à forcer les Russes à se pencher plus sérieusement sur leur situation alors que ces derniers semblaient concentrer leurs efforts en Abkhazie depuis le début de l'année 2008. Quoiqu'il en soit, les relations entre la Géorgie et la Fédération de Russie ont connu une série de dégradations depuis 2004. Si le soutien russe aux entités séparatistes abkhazes et ossètes demeure le principal point d'achoppement entre les deux voisins, il n'est pas le seul. De crises diplomatiques et politiques en échauffourées militaires, l'orientation « pro-occidentale » de Mikhéil Saakachvili a durci les relations entre les deux voisins, déjà teintées d'une profonde inimitié depuis 1991.

Ce conflit a révélé bien des aspects de la politique géorgienne. Elle donne également à voir la stratégie russe au Caucase et les hésitations des diplomaties occidentales vis-à-vis d'une zone à risque secouée de conflits et de tensions récurrentes depuis l'effondrement de l'Union soviétique.

Pour ce qui est de la politique de Mikhéil Saakachvili, d'aucuns affirment que le jeune président géorgien a cédé à son caractère impulsif pour atteindre son but ultime : offrir à son pays des frontières et une intégrité territoriale jamais atteinte au cours de son histoire récente. D'autres soutiennent qu'il a été piégé par une Russie patiente et vengeresse. Cette dernière chercherait non seulement à replacer dans son giron les marches des anciens empires russe et soviétique, mais aussi à réaffirmer une zone d'influence exclusive sur cet « étranger proche ». En effet, vu de Moscou, le Sud Caucase appartient tout entier à un ensemble lié aux politiques nationales et internationales russes. Les minorités russes et les enclaves ethniques dans ces États nouvellement indépendants sont autant de leviers d'influence et d'action, et leurs économies indigentes restent liées à celle de leur « voisin du Nord »³. La Géorgie n'échappe pas à cette règle, bien qu'elle se soit récemment retirée de l'organisation de la Communauté des États Indépendants (CEI) patronnée par Moscou.

1. « Réélection d'Edouard Kokoïty à la présidence de l'Ossétie du Sud, avec 98,1 % des voix (officiel) », *Ria-Novosti*, 14 novembre 2006, <http://fr.rian.ru/russia/20061114/55638431.html>. Ce scrutin a été jugé illégal par l'OSCE, alors que le Conseil de l'Europe y voyait une élection « non nécessaire, inutile et non juste », *Georgian Daily Digest*, 13 novembre 2006.

2. Dan Bilefsky, C. J. Chivers, Thom Shanker and Michael Schwartz, « Georgia Offers Fresh Evidence on War's Start », *The New York Times*, 15 septembre 2008.

3. Jean Radvanyi, « Réseaux de transport, réseaux d'influence : nouveaux enjeux stratégiques autour de la Russie », *Hérodote*, n° 104, 2001, pp. 38-65.



La mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (MONUC)

Source : www.unmultimedia.org

Le bras de fer entamé depuis plus de 15 ans entre la Géorgie indépendante et la Russie a finalement donné lieu à une guerre éclair. Cet épisode a des répercussions géopolitiques de deux types. Sur la scène intérieure russe, la riposte disproportionnée des Russes à l'attaque géorgienne a permis à Moscou de montrer à ses propres sujets territoriaux les limites à ne pas franchir. Les velléités séparatistes exprimées dès septembre par des mouvements tatar, bachkir et réitérées par les indépendantistes tchéchènes en exil, doivent être étouffées. De même, l'opposition au président ingouche Zyazikov, qui a commencé à se structurer après l'assassinat dans des circonstances troubles de Magomed Yevloyev, considéré comme son chef de file informel, est combattue sans ménagement. Tout débordement est traité avec promptitude, efficacité et sans état d'âme.

Parallèlement, l'intervention russe et la reconnaissance unilatérale par la Douma de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud contre la Géorgie illustrent avec fracas le retour de la Russie sur la scène internationale. Au cours de ses deux présidences (2000-2008), Vladimir Poutine s'est employé à rendre à la Russie sa place parmi « les grands » de ce monde (au sein du G8, par exemple). Poutine a tenté de faire de la Russie un partenaire, à défaut d'un véritable allié, sur bien des dossiers brûlants (base-arrière pour les guerres en Afghanistan et en Irak, médiation dans le dossier nucléaire iranien, au Proche-Orient, etc.). Ce retour s'accompagne d'une volonté de rallier à soi les États issus de l'effondrement de l'URSS, qui se sont un moment éloignés de Moscou. Ces derniers sont certes statutairement indépendants, mais restent politiquement faibles et économiquement dépendants. Or, la Géorgie, comme l'Ukraine, depuis l'arrivée au pouvoir de présidents « pro-occidentaux », misent sur

un rapprochement avec l'Union européenne et l'OTAN afin d'échapper à l'emprise de Moscou. Le coup de force d'août doit aussi se comprendre comme la marque de l'opposition de la Russie à toute pénétration occidentale – européenne et atlantiste – dans son pré carré. L'intervention des chars russes vise entre autres à empêcher l'adhésion de la Géorgie et, par ricochet celle de l'Ukraine, à l'OTAN, dont la politique d'endiguement (via la mise en place d'un bouclier anti-missile en Pologne et en République tchèque) n'a pas échappé aux hiérarques du Kremlin. Il est à rappeler que le conflit intervient à une période creuse des relations Russie-Union européenne, Russie-OTAN et Russie-États-Unis, les changements qualitatifs de la politique étrangère russe depuis 2004 ayant engendré des tensions multiples entre Moscou et ses principaux partenaires occidentaux.

L'intérêt de l'UE et de l'OTAN pour la région est double. Le Sud Caucase est une plateforme stratégique située entre la Russie

Ce conflit qui a opposé la Géorgie à la Russie ne peut toutefois être considéré comme le début d'une « nouvelle guerre froide ».

et le Moyen-Orient (axe Nord-Sud) et entre l'Asie et l'Europe (axe Est-Ouest). La région est traversée par des oléoducs et des gazoducs qui font concurrence à la Russie, fournisseur en hydrocarbures d'une Europe très dépendante qui cherche à diversifier ses approvisionnements. Ainsi, l'Europe a un intérêt économique à négocier avec la Russie et parallèlement avec ses concurrents sud caucasiens. Ceci explique en partie le ton conciliant du président en exercice de l'UE, Nicolas Sarkozy, lors de la signature des accords de paix entre Russes et Géorgiens. L'Union européenne a également un intérêt politique à endosser le rôle médiateur dans ce conflit : elle met en jeu son image d'acteur international, de partenaire viable, d'allié compétent non affilié à la politique des États-Unis si redoutée par les Russes. En arrachant cet accord de

paix au président russe Dmitri Medvedev, l'Union européenne, en apparence unie, se présente comme un interlocuteur de premier rang sur un dossier d'ampleur internationale.

Ce conflit qui a opposé la Géorgie à la Russie ne peut toutefois être considéré comme le début d'une « nouvelle guerre froide ». La Russie, qui pour la première fois depuis la chute de l'URSS, est intervenue militairement contre l'un des États issus de l'effondrement de l'Union soviétique, reste traversée de multiples paradoxes qui contrarient son potentiel de puissance. Les dirigeants russes, conscients de ces limitations, jouent de la rhétorique et de la symbolique pour véhiculer sur les scènes intérieure comme extérieure une image de la grandeur retrouvée. Humiliée par l'intervention de l'OTAN au Kosovo en 1999⁴ et opposée à la reconnaissance de l'indépendance de la province serbe en février 2008, la Russie réplique en reconnaissant l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud. Pourtant, les Russes ne sont pas parvenus à rallier à leur position leurs alliés du moment : les pays de la CEI, la Chine et l'Iran, pour ne citer que ces exemples, n'ont pas appuyé la reconnaissance de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie et n'ont soutenu que du bout des lèvres l'intervention militaire russe.

En revanche, cette courte guerre a conduit à un durcissement et à une complexification des relations entre la Russie et ses partenaires occidentaux. Si les relations avec l'OTAN sont provisoirement gelées, ce conflit laissera, à n'en pas douter, des traces qu'il est pour l'instant difficile de mesurer avec précision. Les relations avec l'UE oscillent en fonction des domaines de coopération et sont très marquées par les divisions qui caractérisent le camp européen, qui peine depuis les deux derniers élargissements à trouver une position consensuelle sur l'attitude à adopter face à un voisin russe bien encombrant. Quant aux relations avec les États-Unis, elles sont suspendues aux résultats de l'élection présidentielle américaine du 4 novembre 2008. Deux questions restent toutefois en suspens, qui pourraient conditionner l'évolution des dynamiques géopolitiques dans la région caucasienne : d'une part, l'avenir de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie dont les

4. Dov Lynch, "Walking the Tightrope: The Kosovo Conflict and Russia in European Security, 1998-August 1999", *European Security*, vol. 8, n° 4, 1999, pp. 57-83.

indépendances n'ont été reconnues que par la Russie, le Nicaragua et le Hamas, alors que les négociations de Genève patronnées par l'UE et l'OSCE, à peine ouvertes, sont dans une impasse ; et d'autre part, l'avenir politique de Mikhéil Saakachvili qui pourrait faire face à une opposition revigorée, une fois écartée la menace immédiate russe.

* Les opinions exprimées dans cet article sont celles de l'auteur et ne sauraient être attribuées au Programme Paix et Sécurité Internationales, à l'Institut Québécois des Hautes Études internationales ou aux personnes responsables de la publication de *Sécurité Mondiale*.

The opinions expressed in this paper belong solely to the author and are not to be attributed to the Programme Paix et Sécurité Internationales, the Institut Québécois des Hautes Études internationales or the persons in charge of the Sécurité Mondiale publication.

Pour en savoir plus

- « Russia vs. Georgia: the Fallout », International Crisis Group, 22 août 2008, crisisgroup.org
- Charles King, « The Benefits of Ethnic War. Understanding Eurasia's Unrecognized States », *World Politics*, vol. 53, juillet 2001.
- Pål Kolstø, « The Sustainability and Future of Unrecognized Quasi-States », *Journal of Peace Research*, vol. 43, n° 6, 2006, pp. 723-740.
- Sylvia Serrano, *Géorgie. Sortie d'empire*, éditions du CNRS, 2007.
- Céline Francis, « La Géorgie en guerre : les dessous du conflit actuel », Note d'Analyse du GRIP, 13 août 2008, Bruxelles, <http://www.grip.org/bdg/pdf/g0910fr.pdf>
- Stephen Blank, « Russia and the Black Sea's Frozen Conflicts in Strategic Perspective », *Mediterranean Quarterly*, vol. 19, n° 3, 2008, pp. 23-54.
- Bruno Coppieters, Michael Emerson, Michel Huysseune, Tamara Kovziridze, Gergana Noutcheva, Nathalie Tocci and Marius Vahl, « Europeanization and Conflict Resolution : Case Studies from the European Periphery », *Journal on Ethnopolitics and Minority Issues in Europe*, special issue, n° 1/2004, on the Internet on <http://www.ecmi.de/jemie>.

Saviez-vous que ?

- Sur les quelques 100 000 habitants de l'Ossétie du Sud avant le conflit, environ 30 000 étaient des Géorgiens, aujourd'hui déplacés en Géorgie. La plupart d'entre eux avaient connu un premier déplacement lors du conflit en 1992. Ils avaient regagné l'Ossétie du Sud après de longues négociations, mais étaient concentrés dans des villages composés uniquement de Géorgiens, la mixité ethnique étant chose révolue dans un contexte nationaliste exacerbé. On déplore environ une centaine de morts dus au conflit, chiffre non étayé.
- Le plan de paix en 6 points proposé par le président Nicolas Sarkozy et accepté par le président Dmitri Medvedev n'évoque pas l'intégrité territoriale de la Géorgie, ni le statut présent ou à venir des républiques sécessionnistes abkhaze et ossète du Sud.

Activités publiques organisées par les HEI

**Vendredi
et
samedi**

**14 et 15
novembre**
2008

Colloque

Présenté par le Centre d'études interaméricaines (HEI, Université Laval), CÉRIUM (Université de Montréal), CDAS (Université McGill) Clinique internationale de défense des droits humains (UQAM)

Le système interaméricain des droits de l'homme
14 novembre, de 9 h 00 à 16 h 30, et 15 novembre de 9 h 00 à 12 h 00
Le Cercle, 4^e étage du Pavillon Desjardins

Lundi
24 novembre
2008

Séance d'information du ministère de la Défense

11 h 30 à 12 h 30, Salle 2419, Pavillon Charles-de Koninck

Jeudi
4 décembre
2008

Conférence

Présentée par le Centre d'études interaméricaines et la Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires

François Gélneau

Professeur au Département de science politique de l'Université Laval et chercheur associé au CEI et à la Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires

Les missions d'observation électorale et la promotion de la démocratie dans les Amériques :

Quelques réflexions sur le rôle de l'OEA à partir des expériences de la Bolivie et de l'Équateur

11 h 30 à 12 h 30, Salle 3470, Pavillon Charles-de-Koninck

Pour plus d'informations sur ces activités, contactez le Programme Paix et sécurité internationales à l'adresse suivante : psi@hei.ulaval.ca

**Sécurité
mondiale**

- **Rédacteur :** Professeur Olivier Delas
 - **Assistante de rédaction :** Oana Tranca
 - **Publiée par :** Le Programme Paix et sécurité internationales Gérard Hervouet, Directeur Institut québécois des hautes études internationales (HEI), Université Laval
 - **Supervision éditoriale :** Claude Basset
 - **Conception et réalisation graphique :** Alphatek
- Le bulletin **Sécurité mondiale** est accessible sur Internet à l'adresse suivante : www.iquei.ulaval.ca
Pour informations : 418 656-7771